

Série (3/3)
Migrations
décues

Trois reportages réalisés avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin.

Mardi
Retour en Ukraine et, à terme, au Sénégal.

Mercredi
Des jeunes Sénégalais face à la mer et dos au mur.

Vendredi
En Bosnie ?
Pas de perspectives...

lesoir.be

Les trois reportages de cette série sont en ligne sur notre site internet.

Bosnie, le point de non-retour

ÉCONOMIE STAGNANTE, administration pesante, corruption, insécurité...
Peu de Bosniens (1) installés en Belgique tentent de rentrer au pays. Faute de perspectives.

SARAJEVO, TUZLA, SEBRENICA
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Corruption, marasme économique, chômage... C'est un cercle vicieux. » Hodzic Mirnes serre les poings en énumérant les dysfonctionnements qui pèsent sur sa vie. Un an et demi qu'il est rentré de Belgique, qu'il lutte pour se bâtir une existence. Avec l'argent gagné au noir à Anvers et 750 euros de l'Organisation internationale pour les migrations, il a lancé un cybercafé à Sarajevo. L'affaire n'étant pas viable, il a lancé un centre de fitness. « Plus rentable, mais ça suffit à peine pour payer le loyer, les factures. »

Hodzic est également responsable de sa mère invalide, de son père et de son frère sans emplois, et il rêve de fonder une famille. Il a des plans pour ouvrir un snack, a déniché un espace commercial. Reste à trouver les 5.000 à 7.500 euros nécessaires pour ouvrir. Mais pas une banque pour les lui prêter. Et l'Etat ? Il balaye la question comme s'il s'agissait d'une mauvaise blague. Il y a quelques années, Hodzic avait un emploi dans une entreprise publique. Il eut la mauvaise idée de réclamer une compensation pour les 300 heures supplémentaires qu'il avait prestées. Fatigué, sous pression, il est parti. Il a abouti sur les quais de l'Escaut. « Pas de papiers mais grâce à un ami prêt à me prêter 50.000 euros, je voulais acheter une ruine, la retaper et en tirer des loyers », explique-t-il. Mais le plan était risqué, et en Bosnie, la famille avait besoin de lui. Il a donc renoncé au rêve belge. Provisoirement, car la situation dans son pays le mine, alors qu'en Belgique « la loi est respectée, pas de corruption ». « Je sais que c'est difficile d'obtenir des papiers, poursuit-il, mais je compte sur l'achat de la maison pour prouver que je suis un citoyen honorable. Et au moins je saurai pourquoi j'attends. » Sombre, il ajoute : « Il faut être une bête, un criminel ou un dealer pour survivre ici. Pas de perspectives. »

D'une table voisine, un homme s'avance. « On se débrouille. Avec la guerre, on a appris à vivre de peu, nous nous disons que nous sommes en vie, que c'est l'essentiel. En riant nous appelons ça le "minimalisme bosniaque". Ça ne suffit plus. Nous sommes en vie, mais à présent il faut commencer à vivre. » Pourtant, le centre de Sarajevo grouille de monde. Les filles en tenues légères donnent le torticolis aux garçons. Ce ballet se poursuit le long de Marsala Tita et de Ferhadija, les principales artères bordées de mosquées et d'églises orthodoxes et catholiques. La capitale a effacé les cicatrices les plus visibles du siège qu'elle a subi de 1992 à 1996. Terrasses, boutiques et façades austro-hongroises le long de la rivière Miljaka donnent à la cité un petit air de Mitteleuropa. Un bâtiment fait tache : la bibliothèque. Symbole de coexistence pacifique et multiculturelle, elle a été incendiée par les Serbes en 1992, provoquant l'indignation dans le monde – ce qui n'a pas arrêté la guerre. L'édifice n'est toujours pas restauré. Ce tableau est à l'image du pays : on a certes comblé les brèches, mais derrière les façades ravalées, au cœur de la maison Bosnie reste un immense chantier.

Depuis la fin de la guerre en 1996, le pays n'en finit pas de se reconstruire. Un document de mai 2009 du Country of Return Information Project sur la Bos-



REGARDS DE BOSNIE.
Hodzic Mirnes dans sa salle de fitness à Sarajevo ; Jasmina Gavrankapetanovic, professeur de dessin, dos à la Miljaka à Sarajevo ; Kadro et Sedifa Nargalic sur le balcon de leur appartement, dos à la banlieue de Tuzla ; Senaid Smajic, directeur de l'ONG Drina-Srebrenica. © D.R.

nie-Herzégovine dresse la liste des structures (logement, soins de santé, indemnités...) que l'Etat a mises en place. Mais poursuit sans ambiguïté : « Le principal frein au retour est la non-existence de possibilités de retour durable » impliquant retour à la propriété d'avant-guerre, droit au travail, assurance-maladie et traitements médicaux, éducation, pension, accès aux services publics...

A Tuzla, troisième ville du pays, Sedifa Nargalic et ses trois enfants vivent de ce que l'ainé, Kadro, gagne au marché aux légumes. Trop peu pour le loyer, les soins pour le cœur défaillant de Sedifa, la nourriture. Pour nouer les deux bouts, ils grignotent petit à petit l'argent mis de côté en Belgique. Les tensions ethniques au début de la guerre les ont poussés à

Dragisa Terzic, ancien employé du CPAS de la ville, évoque le sort des rares non-Serbes qui tentent de retrouver leurs maisons sur le territoire de la Republika Srpska, l'entité des Serbes de Bosnie : ils n'y sont pas les bienvenus et « vivent dans l'insécurité totale ».

C'est à Lierre, près d'Anvers, que les Nargalic ont attendu une éventuelle régularisation. « Nous avons quitté la Belgique car nous n'avions pas l'opportunité d'y bâtir une vie. Nous ne voulions pas attendre des papiers en vivant de la sécurité sociale », dit Kadro. Sedifa a tenté de persuader ses enfants de rester, mais ils ne voulaient plus vivre de petits boulots au noir. « Nous aurions dû rester et attendre les papiers, mais certains attendent neuf ans... » La famille pense pour-

tait pas moins de 17,2 % du PIB de la Bosnie –, n'incite pas les autorités à encourager les retours. Dragisa Terzic explique encore simplement qu'une autre raison freine les retours : « Les enfants, les petits-enfants des immigrés ont creusé leur trou. C'est ici qu'ils vont à l'école, ont des amis, tombent amoureux... »

Srebrenica, à l'est du pays. Des gens déambulent, des enfants jouent dans les rues. Le commerce tourne. Cette normalité est pesante, sachant que c'est dans cette bourgade perdue dans les collines qu'a été commis le pire massacre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale : le génocide en 1995 par les forces serbes de près de 8.000 hommes et garçons de la population musulmane, pourtant sous la protection des Casques bleus néerlandais. Aujourd'hui, comme si de rien n'était, des familles serbes occupent les maisons de la population musulmane décimée.

C'est ici que travaille Senaid Smajic. Ce musulman est le directeur de Drina-Srebrenica, une ONG qui tente avec beaucoup de bonne volonté et peu de moyens d'aider les candidats au retour. En 2008, en association avec Caritas Belgique, il a géré neuf retours de Belgique... « La crise économique frappe aussi les ONG, les fonds sont difficiles à trouver », dit-il. Lui-même n'a plus touché de salaire depuis trois mois. Son rôle, c'est entre autres d'aider les exilés à lancer une activité professionnelle. « La grosse difficulté, ce sont les paperasses et l'argent. Il en faut beaucoup pour lancer une affaire », plus que les 700 à 2.000 euros que reçoivent ceux qui choisissent de rentrer. Ici aussi l'économie parallèle devient la seule solution pour s'en sortir.

Retour à Sarajevo. Dégustant un café turc, Jasmina Gavrankapetanovic évoque l'épopée de sa famille et son exil. Son père économiste travaillait pour une entreprise yougoslave au Congo. Jasmina était au lycée Prince Albert de Kinshasa. La guerre l'a empêchée de rentrer au pays, et lorsque les tensions sont devenues manifestes dans la région des Grands Lacs, c'est à Bruxelles que ses parents l'ont envoyée poursuivre sa scolarité et faire une première année à l'Académie des beaux-arts.

Elle a ensuite étudié à Sarajevo avant de s'exiler une nouvelle fois, au Japon, pour se spécialiser dans les textiles. « Je me suis rendu compte que je n'avais pas beaucoup vu ma famille. J'ai décidé de revenir à Sarajevo », explique-t-elle.

Jasmina aussi évoque le « minimalisme bosniaque » – avec le sourire. Elle y a goûté plusieurs mois avant de décrocher un emploi de professeur de dessin.

Est-ce sa jeunesse, le regard d'artiste qu'elle porte sur la vie ? Jasmina évoque la pénible renaissance de son pays avec moins d'amertume, de pessimisme que la plupart des Bosniens...

Mais elle se fait sévère envers les exilés qui ne veulent pas en affronter les difficultés. « Les exilés ? Ils feraient mieux de revenir. Il faut reconstruire ce pays », dit-elle, avec la voix de ceux qui ne connaissent pas d'alternative. ■

GERALD DE HEMPTINNE

Les exilés ? Ils feraient mieux de revenir. Il faut reconstruire ce pays. »

quitter Bijeljina, leur ville d'origine en territoire serbe. Mais à Tuzla, la famille n'était pas la bienvenue dans le contexte de suspicion d'après-guerre. Et lors de l'anniversaire de Merdzana, la fille aînée, il y a eu des bagarres avec des jeunes... Aujourd'hui, Merdzana vit « ailleurs, elle n'est pas en sécurité ici ». Une photo montre une jolie brune, les cheveux ondulants au vent.

Le CRI-Project identifie plusieurs types de criminalité dans le pays : trafic d'êtres humains, prostitution, crime organisé, délinquance juvénile. Il y a des failles dans la protection des victimes et des témoins.

Dans un café de la diaspora à Anvers,

tant avec nostalgie à la Belgique, à « la solidarité, la paix et le développement » qu'elle y a connus. « Ici, pas d'aide du gouvernement, pas de soins de santé... », soupire Sedifa.

Au café bosnien à Anvers, Haris Lokvancic, président de l'Association des Bosniens de Belgique, indique que peu de ses compatriotes – ils sont 8.000 à vivre en Belgique selon les autorités bosniennes – tentent le retour : ils ne gagneront jamais en Bosnie l'argent dont ils disposent en Belgique.

Et l'argent de la diaspora, réinjecté en partie en Bosnie lors des vacances ou via l'aide à la famille – en 2006, selon la Banque mondiale, le montant total représen-